

Roland Marchal

Les *mooryaan* de Mogadiscio. Formes de la violence dans un espace urbain en guerre*

« Il n'y aura ni paix ni tranquillité tant qu'il n'y aura pas de solution pour les militaires et les miliciens qui circulent armés, ceux qui ne se sont pas plaints du soleil et de la soif, eux qui ont rongé les racines pour faire passer la soif. Il n'y aura pas de paix tant que les mojahedin réduits à la peau et aux os seront brûlés sur les rochers, tant que les orphelins nus hurleront de faim et que les morts pour la cause ne trouveront pas la paix éternelle. Je jure qu'il n'y aura pas la paix et la tranquillité tant que... »¹.

La chute du régime de Siyaad Barre n'a pas eu la dimension rituelle et cathartique traditionnelle, propre à toutes les fins de dictature : soulèvement populaire où fusionnent tous les secteurs de l'opposition ; fuite éper-

* Les données de ce travail ont été rassemblées lors de plusieurs séjours en Somalie en août-septembre 1991, mars 1992, août-septembre 1992, décembre 1992, février 1993. L'auteur tient à remercier Alain Ricard, directeur du Centre de recherches, d'échanges et de documentation universitaire (CREDU) de Nairobi jusqu'en automne 1992 et le Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay pour leur aide matérielle. Il est seul responsable des analyses proposées ici. Il devrait également manifester sa dette intellectuelle vis-à-vis de quelques personnes qui, nonobstant leur propre choix politique, l'ont considérablement aidé à rencontrer à Mogadiscio certains acteurs de ces événements. Une première version de ce texte a été présentée lors du colloque « État, territoire, ethnicité » organisé par *Politique africaine* à Bordeaux, les 12 et 13 novembre 1992. L'auteur a également bénéficié des remarques critiques de Ion Lewis, Charles Gesheker et Daniel Compagnon. Qu'ils en soient ici remerciés.

1. Il s'agit d'un extrait d'une poésie féminine (une *baraanbur*) chantée par Mme Dhoofa.

due du tyran isolé et de la petite clique qui profitait dans son ombre des prébendes de l'État : liesse unanimiste pour fêter la liberté retrouvée. Si la pluie a salué la fuite des troupes et des civils les plus liés à l'autocrate de la capitale le 24 janvier 1991, la joie populaire a été obérée par les risques d'affrontements armés au sein des factions qui s'étaient efforcées d'encadrer l'insurrection de la population de Mogadiscio et par des tueries ou des massacres perpétrés dans la confusion des esprits et des motivations : le « peuple en armes » n'est pas toujours le garant d'une démocratie à construire...

Pour éclairer cette situation contradictoire ou même paradoxale, on pourrait d'emblée souligner la scissiparité des organisations rebelles ou le soutien de certains secteurs de la population dont continuait à bénéficier ce régime autoritaire, grâce à une manipulation clanique aiguillonnée par des massacres en série. Siyaad Barre, voyant la fin de son règne arriver, n'avait reculé devant aucun moyen pour constituer une alliance qui pouvait lui permettre d'engager une ultime bataille avec une chance de vaincre : massacres de population civile pour entraîner des représailles qui mobilisèrent derrière lui des Daarood peu enclins à s'identifier à un régime décidément trop prédateur, distribution d'armes et d'argent, etc.².

Néanmoins la singularité de cette trajectoire dépasse le cas somalien : on pourrait la retrouver également dans l'Éthiopie voisine, en mai 1991, au moment de l'entrée des guérilleros dans la capitale ou à l'autre bout du continent, au Libéria libéré du sergent Samuel Doe. Elle pourrait donc déjà fournir l'indice d'une réflexion indispensable sur l'importance de cette séquence événementielle dans la nature de phénomènes politiques plus contemporains : si la fête n'est plus à l'ordre du jour, si le départ des dictateurs n'est plus la marque d'une défaite devant des forces libératrices, alors peut-être les acteurs se sont-ils également transformés et l'illusion démocratique, à l'œuvre dans certains processus violents, s'est-elle considérablement réduite à cause d'un éclatement du consensus de l'opposition ou d'une vision plus désabusée des conséquences de l'usage des armes pour obtenir la défection des tyrans. Si le cas somalien n'est pas

2. Cette responsabilité du dictateur paraît indéniable. Les massacres se produisirent dans presque la totalité des cas, après la chute de la capitale, et furent toujours décrits ailleurs comme un prolongement des événements de Mogadiscio. Si une telle explication demeure bien faible devant l'horreur de ces actes, il faut souligner que les tueries dans la capitale, puis dans la retraite du dictateur vers le sud, ont peut-être fait sauter un verrou (le dernier ?) supplémentaire devant certains interdits, comme cela fut sans doute le cas à Luanda, où les massacres contre les « Zaïrois », en novembre 1992, ont été rendus socialement admissibles par ceux commis contre les partisans de l'UNITA de Jonas Savimbi. Cependant, l'étude des tueries commises durant les longs mois de guerre civile en Somalie exigera un examen beaucoup plus serré et, surtout, très circonstancié : le rapport d'Amnesty International d'août 1992, qui relate certains faits indéniables, fournit un exemple d'analyse biaisée par une approche trop sélective.

aussi particulier qu'on pourrait le penser, la trajectoire de l'opposition armée au dictateur Siyaad Barre a été profondément originale et devra faire également l'objet d'une réflexion propre comme scénario plus crédible demain qu'hier en Afrique. Tout en se gardant d'identifier au cas somalien des situations qui procèdent sans nul doute de logiques diverses, la fragmentation de l'opposition au Sud-Soudan, l'avenir de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) au Mozambique, mais aussi les suites possibles de la crise politique au Zaïre, au Cameroun et au Togo incitent à s'interroger de façon urgente sur la criminalisation du politique, c'est-à-dire sur les tendances centrifuges et violentes qui s'exercent actuellement dans un certain nombre d'États africains.

Dans les mois qui suivirent le départ — en bon ordre — des partisans du vieux général de Mogadiscio, les combats entre différentes factions de l'opposition regroupée au sein de l'United Somali Congress (USC) éclatèrent plusieurs fois (avril, juin, septembre) avant de prendre une forme encore plus radicale et destructrice entre novembre 1991 et mars 1992³. En effet, la capitale était devenue, dès la fin janvier 1991, le domaine réservé des milices recrutées dans la famille de clans Hawiye, bien que la population demeurât plus hétérogène puisque les Daarood⁴, associés à l'ancien régime, n'avaient pas encore tous fui la capitale et que les autres groupes claniques du pays (Reer Hamar, Bantu, Rahanweyn, Dir, Isaaq, etc.) y étaient toujours présents. La compétition politique se déroulait pour l'essentiel à l'intérieur des Hawiye, entre Ali Mahdi Mohamed, proclamé président intérimaire le 28 janvier par sa faction, l'USC Mogadiscio, dans des circonstances pour le moins précipitées, et le général Mohamed Farah Hassan Aydiid, qui avait dirigé depuis l'Éthiopie la fraction armée la plus importante, dite USC Mustahil, en relation avec d'autres fronts comme le Somali National Movement (SNM) d'Abdirahman Ali Tuur, mouvement hégémonique dans l'ancienne colonie britannique, le Somaliland, et le Somali Patriotic Movement d'Omar Jess, dont la définition clanique (et donc territoriale) fut nettement plus changeante durant cette période⁵. Cette lutte pour le pouvoir s'appuyait sur des alliances cla-

3. Voir mon court article « La guerre à Mogadiscio », *Politique africaine*, n° 46, juin 1992 : 120-126.

4. On ne discutera pas ici le bien-fondé de cette affirmation qui a d'autant mieux fonctionné socialement que Siyaad Barre a eu à cœur de susciter cette division de la population de la capitale. Cependant, il serait erroné de n'y voir qu'une stratégie d'un pouvoir finissant : les divisions étaient déjà profondes mais auraient pu trouver une autre expression que la guerre et le massacre communautaire.

5. Traditionnellement, ce front est vu comme un front ogaadeeni à l'image de l'appartenance clanique de son leader. Mais cette identification demeure discutable jusqu'à aujourd'hui pour de nombreuses raisons. D'une part, à certains moments, des combattants Dir et Rahanweyn se sont joints à ce mouvement qui était perçu comme un allié effectif de l'USC dans la lutte contre Siyaad Barre (notamment en janvier-février 1991). D'autre part, cette organisation, plus que

niques qui, dans leur expression politique, auront finalement assez peu varié jusqu'à aujourd'hui. Dans chacun des affrontements qui se déroulèrent dans la capitale, la polarisation factionnelle recouvrit largement des formes d'implication dans le combat nettement plus diverses. Cependant, chaque groupe entendait, de façon au moins rétrospective, présenter de son attitude pendant la bataille une vision rationnelle, tant d'un point de vue clanique que politique.

Le martèlement de ces analyses téléologiques, et cette réécriture permanente de l'histoire liée à la fluidité relative de la situation politique, ont augmenté encore les difficultés de compréhension des observateurs étrangers. Ceci est d'autant plus vrai que la perception extérieure demeure largement structurée par plusieurs logiques contradictoires. Il y a d'abord un argumentaire moral qui ne peut que contester la « prise en otage » d'une fraction importante de la population civile au profit de leaders qui n'ont guère brillé par leur humanité durant les massacres de populations Daarood en janvier et février 1991, peu avant et peu après le départ de Siyaad Barre de la capitale. Cette vision morale ou moraliste met l'accent sur l'anomie de la situation somalienne et en souligne l'insupportable pathologie, sans cependant prendre en compte les processus concrets des affrontements et sans faire la critique des reconstructions factuelles auxquelles ils donnent lieu de la part des acteurs somaliens impliqués. Il y a également une autre logique ou plutôt un autre argument logique, pour ne pas dire un véritable automatisme intellectuel, qui veut que ces combats soient en congruence avec l'existence de deux factions qui se battent pour des objectifs identifiables⁶ dans un champ politique traditionnellement structuré. En réifiant ainsi les milices ou les groupes de combattants, on perd une nouvelle fois l'une des dimensions essentielles de la crise somalienne, la fluidité des alliances militaires et la déconnexion relative entre expression armée et expression politique propre à cette agrégation de conflits stratifiés qui se déroulent dans Mogadiscio. Une telle contradiction dans les modes d'analyse a été bien mal gérée par la plupart des journalistes et des diplomates qui n'ont cessé d'osciller

les autres, semble avoir eu recours à la conscription forcée de Bantu et de la jeunesse d'autres petits clans qui, pour survivre, ont dû accepter l'engagement dans la guerre. Derrière cette réalité fluctuante, se pose la question de la définition du territoire des Ogaadeeni en Somalie et le fait que sa représentation politico-militaire rende bien compte de la fragilité de son statut : des trois leaders ogaadeeni encore politiquement actifs en septembre 1992, seul l'actuel vice-président de la république, dans le gouvernement Ali Mahdi, est d'origine somalienne (d'Afmaadu), les deux autres, Omar Jess et Gabyow, sont respectivement originaires d'Éthiopie et du nord Kenya.

6. Quand bien même leur réalité était plus qu'éphémère : comme la pseudo « tentative de coup d'État » du général Mohamed Farah Aydiid, en septembre 1991, dans une ville où l'État était réduit à sa plus simple expression, les ministères n'ayant même plus souvent ni porte, ni cadre aux fenêtres, tant le bois était devenu un bien précieux. Tout avait été consciencieusement pillé par la population de la capitale autant que par les bandes armées.

entre la condamnation de la « démence » des chefs de faction et une vision d'une violence trop bien instrumentalisée par ces derniers dans leur quête du pouvoir, sans prendre la mesure de cette dissémination des « petites guerres » et de l'extrême précarité du contrôle que les dirigeants politiques pouvaient exercer, souvent *a posteriori*, sur les acteurs armés.

En se maintenant à distance de telles interprétations, ce texte voudrait rendre compte des premiers résultats d'une recherche en cours sur les formes de violence et de leur contrôle dans Mogadiscio depuis le soulèvement contre la dictature. Bien que certaines affirmations ou descriptions puissent être amendables ou contestables (mais les difficultés d'enquête sont peu communes !), cette étude tentera d'inspirer plusieurs remarques. D'abord, dans la période considérée, la violence n'est pas aussi anémique qu'il y paraît et demeure globalement réglée par des codes et des stratégies repérables socialement. Cette affirmation ne nie nullement l'existence de « conflits irréalistes » pour reprendre l'expression de L. Coser (1982 : 35), c'est-à-dire de recours à l'action agressive pour elle-même et non pour la poursuite d'un but, pas plus d'ailleurs qu'elle ne permet de minorer les aspects destructeurs et prédateurs d'une violence, qui serait une ressource stratégique dans un processus social ou politique. Ceci dit, il est tout à fait fascinant d'examiner les mille et une procédures d'identification mises en œuvre par les combattants pour leur permettre de différer une véritable confrontation armée tout en faisant valoir leur prétention sur un bien ou en marquant la nécessité de respecter des accords passés au niveau des sous-clans, des clans, voire même (plus rarement) des leaders politiques.

Ensuite, cette violence manifeste également plusieurs facettes essentielles de la réalité sociale de Mogadiscio. D'une part, elle traduit l'existence d'une crise profonde d'insertion de la jeunesse rendue plus aiguë encore par l'importance des migrations et l'incapacité des dirigeants, à quelque niveau qu'ils se situent, d'en fournir une esquisse de solution ; en ce sens, le problème somalien n'est qu'une expression paroxystique de tendances sociales entrevues sur le continent africain et ailleurs : les jeunes pillards, les *mooryaan*, entendant à la radio les descriptions des trois jours d'émeute à Los Angeles du 29 avril au 2 mai 1992 se retrouvaient tout à fait au même diapason, et se mettaient à rêver du grand voyage aux États-Unis pour rejoindre leurs « frères »⁷. Cette soudaine sensibilité à une émeute dans « la Mecque » de la modernité n'était sans doute ni superficielle ni conjoncturelle. Certains y retrouvaient les ingrédients de leur propre révolte : l'injustice inique téléguidée de l'étranger (ou par les Blancs, les *gaal*), les gangs comme mode de socialisation vio-

7. Entretiens, Mogadiscio, août 1992.

lente, et le pillage des biens comme acte de subversion radicale⁸. Surtout, cet événement leur donnait à rêver à partir du miroir gratifiant que représentait soudain la grande métropole américaine. Mais, si la comparaison ne peut être menée trop loin dans ce cas, elle peut l'être avec d'autres situations sur le continent africain comme au Libéria⁹ ou en Afrique du Sud. Cette crise de la jeunesse s'inscrit dans un espace urbain spécifique que des transformations rapides ont affecté durant la seconde moitié des années 1980 : expropriations massives pour étendre certains quartiers de la capitale, arrivée considérable de populations déplacées à cause de la montée de l'insécurité dans les campagnes ou de la sécheresse affectant certaines zones, fragilisation de l'ensemble des services publics. Sous réserve d'une enquête plus approfondie, on peut également faire l'hypothèse que ce phénomène de violence procède également, à un certain niveau, d'un déclenchement retardé ou d'une hystérésis de la crise urbaine à Mogadiscio.

D'autre part, ces formes de violence sont aussi l'expression d'un legs historique, qu'on pourrait décrire comme la réaffirmation d'une « culture du pillage ». Celle-ci a des racines profondes dont on peut retrouver trace dans les récits de voyageurs¹⁰, et que confirme I. Lewis¹¹. Plus récemment cette culture apparaît liée à la retraditionalisation de la société somali, phénomène associé lui-même aux dynamiques sociales spécifiques inscrites dans la recomposition du tissu social par la guerre. Le régime Siyaad Barre en a encore augmenté la prégnance sous un double aspect, d'une part celui de la confusion qu'il n'a cessé d'établir entre bien privé et bien public, et d'autre part celui de la guerre comme mode d'accaparement d'un butin à partir de l'affrontement dans le nord du pays contre le SNM durant les années 1980. En ce sens, il faut rappeler l'effet de démonstration qu'a eu, sans doute depuis la guerre de l'Ogaadeen, une « délinquance » en uniforme, dont les tristement célèbres « Bérets rouges » et autres milices ne furent que l'expression ultime. Le fait que les recrues de ces groupes supplétifs, principalement des Mareehaan, soient pour l'essentiel originaires de la région centrale et qu'ils aient eu, grâce à la nature de ce régime, un accès quasi immédiat à des biens matériels

8. Pour une analyse de ces événements aux États-Unis, voir S. BODY-GENDROT (1993 : 146-165).

9. Voir, par exemple, B. BERKELEY (1992).

10. Ainsi le sultan d'Obbia se constitua-t-il une rente en faisant échouer des navires sur les rives qu'il contrôlait afin de les piller. Cela fournit d'ailleurs le motif des premiers incidents avec les Anglais.

11. « Guerre et vendetta se produisent sans cesse. Calculer leur nombre durant mes vingt mois de présence au Somaliland serait difficile. Je cherchais souvent une consolation face à ces plaisanteries dont je pouvais être aussi la cible en accusant les pasteurs, avec qui je vivais, de n'être pas meilleurs que des brigands et des voleurs. Bien que de telles remarques fussent reçues avec des signes de ressentiment, les gens semblaient plutôt flattés en leur for intérieur. Car, comme on me le répéta souvent, une femme peut-elle voler un camion chargé de marchandises, piller et tuer ? » (LEWIS 1961 : 27).

(Land Cruiser) et symboliques (grades d'officier dans l'armée) influença beaucoup les adolescents Haber Gidir qui migrèrent dans la capitale à la fin des années 1980. Il est particulièrement important de prendre toute la mesure de cette culture du pillage pour deux raisons au moins. D'une part, le fait de voir, comme à Brava, Bur Akabo, Hoddur, les habitants d'un bourg piller sans aucune gêne les installations collectives, les portes des dispensaires, le toit des bâtisses publiques, les pompes à eau, doit modifier profondément la stratégie d'intervention de la communauté internationale dans ce pays, sauf à vouloir réhabiliter, pour quelques jours ou quelques semaines, un pays tout autant ravagé par ses civils que par ses guerriers. D'autre part, la prégnance de cette culture du pillage indique d'emblée qu'il y aura de réelles difficultés à constituer ces bandits de grand chemin, ou *mooryaan*, en catégories sociales nettement distinctes des autres strates de la population. Cette ambiguïté explique pourquoi leurs reclassements sociaux sont autrement plus faciles que dans d'autres sociétés et que la restauration de l'ordre public apparaît donc, dans un tel contexte, comme un objectif particulièrement ambitieux. Sans doute, cette culture du pillage n'est-elle pas partagée par tous les Somaliens, mais si nombre d'entre eux demeurent d'une honnêteté proverbiale, tous les groupes, somali ou non, sont concernés ; l'analyse du pillage de la capitale fournit d'ailleurs une belle ethnographie de la spécialisation économique des différentes communautés qui y vivent insérées depuis longtemps : mettre l'accent sur les responsabilités des nouveaux venus ou, surtout, sur quelques grands marchands ou politiciens n'éclaire qu'une partie du dispositif social impliqué, quand bien même celle-ci est absolument essentielle.

Enfin, si ces deux dimensions, urbaine et historique, de la crise somalienne ne sont pas questionnées socialement, c'est aussi parce que Mogadiscio est le lieu d'une lutte qui dépasse l'affrontement factionnel pour toucher à la nature du territoire. Cette question possède deux dimensions irréductibles. La première se pose dans de nombreuses autres situations et pourrait s'énoncer, en suivant P. Kemp (1983), comme la possibilité d'une revanche de la cité-État sur l'État territorial après une longue éclipse. En effet, par une sorte de trajectoire commune à bien des sociétés déchirées par la guerre, de Kaboul à Sarajevo en passant par Monrovia, Addis-Abéba et Luanda, c'est la capitale qui devient l'expression ultime de la souveraineté nationale, du territoire national : son contrôle est ainsi un enjeu majeur sans lien direct avec la réalité militaire ou démographique. À cette dimension qui est intrinsèquement liée à la légitimité que tentent d'acquérir les factions armées occupant la cité s'en ajoute une seconde plus attachée à la réalité des flux humains que génèrent les combats : quel doit être le statut des nouveaux venus ? Doivent-ils être accueillis par les habitants « traditionnels » de cette ville qui prétendent également à la victoire, et donc n'envisagent guère de voir leur préséance habituelle sur les migrants être remise en cause ? Ce dernier aspect est énoncé au niveau

politique sous deux formes : l'autonomie régionale et/ou le retour des clans sur leur territoire traditionnel. Il constitue, dans la période ouverte par l'intervention des Nations unies en mars 1992, l'une des logiques sociales les plus fortes des confrontations armées dans un certain nombre de bourgs du sud de la Somalie comme Merca, Kismayo, El Bur.

Le phénomène des *mooryaan* : esquisse historique

Le terme « *mooryaan* » désigne le pillard et renvoie aujourd'hui à ces jeunes garçons mâchant le qât et portant des armes aussi grandes qu'eux, qui se livrent de façon régulière à des activités « délictueuses ». Mais il faut prendre toute la mesure de ce phénomène social qui n'est guère réductible à ce stéréotype, bien que, comme tout cliché, il comporte une part de vérité indéniable. Le terme « *mooryaan* » n'est pas le moins intéressant à étudier car sa signification suscite jusqu'à aujourd'hui des débats houleux.

Pour certains, il désignerait un ver parasitant l'organisme humain surtout dans la saison des pluies, d'où sa connotation excessivement péjorative. Il faut noter que cette explication est identique à celle donnée pour le terme « *jirri* » qui désigne le même groupe social mais en milieu majerteen (clan Daarood), principalement à Kismayo et à Bossasso, les Isaaq faisant appel à une expression tout à fait différente mais tout aussi évocatrice, les *day-day*, qu'on pourrait traduire par « ceux qui fouinent » pour trouver nourriture ou voitures. Il y a une autre explication du terme qui mérite également l'attention : celui-ci serait une déformation du mot *mooryaal* qui appartiendrait au dialecte de la région centrale (où, rappelons-le, vivent les Haber Gidir) et désignerait les misérables¹², les « clochards » qui avaient l'habitude de dormir près des enclos où reposait le bétail la nuit afin de trouver chaleur et protection ; ce terme serait tombé en désuétude vers la fin de l'administration italienne. Chaque explication présente, au-delà d'un aspect proprement linguistique sur lequel il est difficile au néophyte qu'est l'auteur de se prononcer, une certaine cohérence. La première permet de comprendre pourquoi ce terme, qui ne serait donc pas strictement Haber Gidir, a été accepté comme dénomination par les jeunes d'autres clans (notamment les clans Murosade et Abgaal) qui avaient rejoint ces bandes pratiquement dès leur formation, même s'ils y étaient minoritaires. La seconde explique la vivacité avec laquelle des milieux Haber Gidir, pourtant bien insérés tant socialement qu'économiquement dans la capitale, ont réagi en s'identifiant aux jeunes qui étaient explicitement menacés.

Le mot « *mooryaan* » fut prononcé pour la première fois par Ahmed

12. Telle est la traduction du terme *mooryaan* donnée par R. David Zorc dans le *Somali-English Dictionary* (1991).

Jilow¹³, en décembre 1990, dans un discours politique officiel. Ahmed Jilow était alors chef de la police politique (la tristement célèbre National State Security) de la région de Benadiir, avant de devenir l'un des conseillers les plus écoutés d'Ali Mahdi : celui-ci expliqua à la radio que les troubles et les désordres que connaissait la capitale étaient le fait des *mooryaan* et qu'il allait utiliser tous les moyens possibles pour réduire cette délinquance. Ce type de déclaration permit de justifier publiquement l'attaque de certaines zones de la capitale peuplées par des Haber Gidir, à commencer par une partie du quartier de Wardigley, Tokyo, où les jeunes s'étaient établis en bandes ; cette opération quasi militaire, qui n'avait plus grand-chose à voir avec notre conception du maintien de l'ordre, se produisit deux fois avant le début du soulèvement de Mogadiscio et visait d'ailleurs autant les adultes Haber Gidir que ces groupes d'adolescents ; après le commencement de l'insurrection, les forces de Siyaad Barre n'eurent de cesse de bombarder cette zone de la ville qui avait, de plus, la malchance d'être située en contre-bas de la Villa Somalia où le vieux dictateur avait établi son camp retranché.

Sans doute, l'appréciation des risques de déstabilisation que constituaient ces bandes de jeunes était-elle particulièrement justifiée : ceux-ci n'étaient pas simplement des marginaux urbains, comme les secrète la crise dans toute ville (du Tiers Monde et d'ailleurs), ils avaient eu, dès 1988, un rôle important dans la diffusion de la propagande hostile au régime et dans des petites actions menées sous la direction de groupes d'intellectuels d'opposition au sein de l'Université¹⁴. En ce sens, le régime connaissait parfaitement les acteurs réels des premiers actes de subversion dans la capitale, mais il se révélait, à cause de sa propre paranoïa, incapable d'en limiter les effets. Le massacre d'une cinquantaine d'Isaaq sur la plage de Gezira en juillet 1989 est typique de cette répression aveugle qui, voulant en finir avec les responsables de l'agitation, se trompait complètement de cible¹⁵.

13. Un des principaux instigateurs de la guerre de Mogadiscio en novembre 1991. Il sut manœuvrer habilement et opérer une reconversion rapide grâce à ses bons contacts avec les services secrets italiens et, sans doute, américains puisque, en avril 1993, il était devenu le responsable de la police enfin mise en place par l'Unosom (Opération des Nations unies pour la Somalie). Preuve s'il en était besoin du savoir-faire des entrepreneurs politiques somaliens et/ou des responsables des services de sécurité...

14. Interview de Mohamed Abdi Arush « Bilé », qui dirigeait l'un de ces groupes avant d'être contraint à l'exil en Éthiopie puis en Italie, Turin, juillet 1992.

15. Selon Mohamed Abdi Arush, le régime de Siyaad Barre pensait que son groupe était Isaaq et ces assassinats visaient donc des suspects et des opposants potentiels (interview, Turin, mai 1991). Certains observateurs proposent une autre explication de ce massacre, plus directement liée aux événements qui se déroulaient alors dans la capitale somalienne. Le lundi 10 juillet 1989, l'évêque de Mogadiscio, qui menait en Italie une campagne contre le régime de Siyaad Barre auprès d'un gouvernement trop conciliant, et qui servait également d'intermédiaire entre l'opposition dans la capitale et celle qui était en exil (peut-

Mais, pour mieux caractériser ce groupe, il faut revenir à certains événements du début des années 1980. Les éléments explicatifs qui suivent procèdent d'interviews réalisées uniquement en milieu Hawiye : ils devront peut-être être réévalués à la lumière d'autres indications fournies par les protagonistes de l'autre bord, s'ils acceptent un jour d'évoquer ces faits. À partir de la fin de l'année 1982 et jusqu'en 1984, les Haber Gidir/Saleebaan s'opposèrent aux Marechaan — clan de Siyaad Barre — et à l'armée somalienne (pour autant que celle-ci existât encore) pour des motifs qui ne sont pas complètement élucidés : certains parlent d'un *feud* dont l'origine aurait été l'assassinat par des Haber Gidir/Saleebaan de quelques Marechaan qui auraient violé une jeune fille Haber Gidir/Saad vivant sous leur protection ; mais le motif apparaît trop classique et convenu, bien que tout à fait crédible, pour être accepté sans complément d'enquête ; il est également certain que l'opposition radicale au régime était déjà forte, car le Somali Salvation Democratic Front (SSDF) n'avait pas encore imploré sous le commandement du colonel Abdullahi Yussuf¹⁶, et bien des Saleebaan qui avaient pris les armes se réfugièrent en Éthiopie au sein de ce mouvement. L'armée de Siyaad Barre ne fit guère preuve d'humanité dans la répression, et bien des familles furent séparées, les hommes adultes fuyant en Éthiopie ou dans le *bush*, les femmes et les enfants trouvant refuge dans la capitale. Ce sont ces enfants qui, arrivés à Mogadiscio, le plus souvent sans ressource, vont se socialiser au sein de bandes en vivant de petits travaux (cirage des chaussures, petits trafics, notamment de drogue ou d'alcool, vente des cigarettes de contrebande, etc.) dans la zone du cinéma Hamar et de la cathédrale, à l'intérieur du quartier historique de la capitale. Ils furent rejoints en 1987 par de jeunes Haber Gidir/Saad qui fuyaient dans des conditions à peine meilleures les exactions des milices de la zone de Galkayo. Pourtant, il serait inexact de centrer de manière univoque cette marginalité sur l'univers urbain Haber Gidir. Par exemple, il existait plusieurs bandes d'adolescents Abgaal qui se retrouvaient près de l'hôtel Lafoye. Un de leurs leaders, surnommé Siti, était l'un des principaux *dealers* de la capitale.

À ces explications très en phase avec la vie politique, doivent s'en ajouter d'autres qui prennent plus en compte les dynamiques propres de l'expansion urbaine de Mogadiscio. En effet, l'exode rural endémique vers la capitale va également s'accroître pour d'autres raisons. Dans le

être également de boîtes aux lettres pour les groupes armés ?), fut abattu sur les marches de la cathédrale de Mogadiscio : Siyaad Barre mit en cause les islamistes pour se disculper ; quatre jours plus tard, des émeutes éclataient à la sortie des mosquées, l'armée tirant à l'arme automatique sur la foule qui manifestait. Les cinquante Isaaq, arrêtés plus ou moins arbitrairement durant ces manifestations, furent sans doute assassinés dès le lendemain.

16. Pour un historique de cette période, on se reportera à l'ouvrage de J. MARKAKIS (1987), et à l'article pionnier de D. COMPAGNON (1990), qui demeurent, en l'absence d'autres travaux, les seules sources cohérentes d'informations sur ce mouvement.

cadre d'une stratégie d'affaiblissement du SSDF, des lotissements furent accordés à ceux de ses membres qui acceptaient de quitter leur campement en Éthiopie pour passer sous les fourches caudines du régime : cette opération, rondement menée par le maire de la capitale, Hassan Abshir, provoqua l'expulsion de certains habitants de terrains occupés, parfois légalement, et une croissance des quartiers périphériques dans lesquels la polarisation clanique était notoirement plus importante que dans le centre ville. De plus, les déplacés du nord arrivaient sans cesse dans la capitale, fuyant les escarmouches qui se multipliaient dans l'ancien Somaliland, puis la répression aveugle après l'offensive du SNM en mai 1988. Or, leur situation demeurait très précaire car ils étaient considérés comme la « classe dangereuse » par excellence et ne bénéficiaient qu'avec parcimonie de l'aide des membres de leurs clans qui, bien que résidant dans la capitale, étaient effrayés par la brutalité des milices du régime. Enfin, à partir de 1987, plusieurs régions du pays commencèrent à souffrir de manques de pluie, ce qui poussa de nouveaux groupes à émigrer vers la capitale. Cette fragilisation de l'économie pastorale était également due au refus, dès 1983, des Saoudiens d'importer des bêtes sur pied, prétextant une fièvre maligne.

Si le terme de *mooryaan* a perduré, il est néanmoins possible de proposer, sous réserve de nouvelles enquêtes, une périodisation qui, certes, demeure bien schématique : il s'agit ici plutôt de la concevoir comme une dynamique de transformations sociales qui demande à être nuancée et mieux explicitée. On peut distinguer quatre groupes (dont trois permanents ou semi-permanents) qui coexistent plus ou moins jusqu'à aujourd'hui. L'importance numérique de ces groupes a beaucoup varié à cause des pertes dans les batailles menées durant l'année 1991, notamment contre les partisans de Siyaad Barre, dans le sud de la Somalie car les *mooryaan* peuvent se révéler également de bons combattants.

Le premier groupe est celui des « fondateurs » dont on a évoqué plus haut l'itinéraire antérieur. Ceux-ci vivaient, pour l'essentiel, dans une zone relativement bien délimitée de la ville. On peut avancer plusieurs caractéristiques qui les différencient des autres groupes. D'une part, ils font un usage assez systématique de la drogue ; il est difficile de connaître aujourd'hui avec précision le type de produit utilisé qui a pu être, dans une certaine période, assez sophistiqué¹⁷ (cocaïne, dérivés opiacés divers ?). Ce qui est sûr, c'est qu'ils n'ont cessé d'utiliser le mélange de

17. La première épouse de Siyaad Barre, la célèbre Khadija, aurait été impliquée dans un trafic de drogues dures, mais la Somalie paraissait être à cette époque plutôt une place de transit que véritablement un lieu de consommation. Depuis le renversement du régime jusqu'en mars 1992, malgré de nombreuses rumeurs, il paraît peu crédible que la consommation locale ait augmenté substantiellement à cause de la faiblesse des revenus. On peut cependant être plus inquiet pour la période actuelle où une fraction non négligeable de l'argent déversé par la communauté internationale est récupérée par ce groupe, que cela soit sous la

qât, d'amphétamines diverses et de tranquillisants¹⁸, dont les effets étaient ainsi décuplés. Cette pratique leur a donné, durant les premiers jours de la bataille de Mogadiscio, en décembre 1990, un courage et une abnégation qui leur ont permis de combattre seuls dans des conditions très inégales, avec des pertes extrêmement importantes sans jamais reculer, surprenant d'autant plus les troupes de Siyaad Barre que celles-ci ne s'attendaient guère à pareille résistance ou audace compte tenu d'un rapport de force qu'elles estimaient être favorable grâce à leur équipement militaire. Ces groupes profitèrent également des combats pour se saisir d'un armement important et étaient ainsi surarmés. La libération de près de 2 000 prisonniers des geôles de Mogadiscio fournit un contingent supplémentaire de combattants dont les motivations étaient cependant encore plus ambiguës que celles des insurgés de la première heure. Dans les interviews, les descriptions de leurs méfaits atteignent en horreur les délits attribués aux forces du dictateur. De nombreux témoignages tant somaliens qu'étrangers attestent la montée d'une délinquance violente, sans rapport direct avec la conjoncture politique, à la fin des années 1980 : certaines zones comme le Lido, Argentine, Daynile sont décrites comme de véritables coupe-gorge où officiait une pègre emprisonnée à l'occasion. Mais il est difficile de ne pas y voir également une vision rétrospective, qui permet d'édulcorer d'autres responsabilités.

Ces premiers *mooryaan* vivaient regroupés dans des maisons qu'ils s'étaient appropriées avec leurs petites amies ou des filles dépendantes : tous les membres, quel que soit leur sexe, portaient des chaînes en or, des bagues, des boucles d'oreilles, ce qui marquait plutôt un signe d'urbanité par rapport aux populations nomades qui arrivèrent après le début des combats. De la même manière, ils appréciaient davantage les produits importés et les références dans leurs attitudes, ou le choix de leur appareil étaient clairement liées à une perception spécifique et valorisée de l'Occident : on s'appelait Rambo, Clint Eastwood, on portait une perruque car, comme en Occident, on avait le droit de se déguiser, etc. Il existait également une fonctionnalisation de l'espace : s'ils sortaient de leur nouvelle propriété, c'était le plus souvent « pour faire un coup », sinon ils restaient cantonnés chez eux à mâcher le qât ou à entretenir leurs petites amies. Le statut des femmes était également varié : certaines demeuraient liées au groupe par la drogue (pourtant les drogues utilisées ne produisent guère de véritable dépendance), mais il y avait également les « captives de guerre » sur lesquelles on ne sait pas grand-chose (étaient-elles membres de groupes minoritaires ou marginalisées, comme

forme directe du pillage de l'aide ou de la location de voitures, de la vente de produits issus de vols antérieurs, etc.

18. Certains médecins somaliens évoquent un mélange détonnant de benzodiazépine, d'éphrédine, auxquels serait rajouté un excitant quelconque (théine, et/ou qât). Interviews, mars 1992.

les Sab ou le Reer Hamar ? Appartenaient-elles aux clans Daarood ?). Selon certaines interviews¹⁹, ces jeunes filles étaient en majorité Isaaq (et avaient migré à Mogadiscio à cause de la guerre au nord) ou originaires du Reer Hamar, mais l'explication est un peu fragile. Il semblerait également que la structure interne du groupe féminin demeurât « traditionnelle » au sens où il existait une hiérarchie assez nette dans le groupe, hiérarchie basée sur l'âge plus que sur le rapport avec les pillards.

L'appartenance clanique ne semble pas avoir été un facteur fondamental de différenciation : ces bandes s'étaient constituées bien plus sur des affinités personnelles durant les dernières années de Siyaad Barre, définies par le même type d'activités réelles ou occultes, ou par la domiciliation dans la même zone de la capitale. Cependant, la rumeur publique associait également ce type de déviance à des groupes identifiés. Par exemple, parmi les Haber Gidir, Duduble, Ayr et Saleebaan semblaient plus impliqués que Sarrur et surtout Saad. Au sein des Abgaal, un interviewé insiste plus sur les Dauud Wabuudan et sur un lignage particulier, les Ali Suufi²⁰. Mais ces données sont à manipuler avec précaution car d'autres personnes interrogées soulignent toujours l'identification quasi permanente qu'il y a eu jusqu'au soulèvement de la capitale entre bandits et opposants politiques, tout en reconnaissant la porosité de la frontière entre ces deux catégories²¹.

On parle de ces « fondateurs » au passé, car ce groupe a été numériquement très affecté par les combats entre décembre 1990 et septembre 1991, et son importance a considérablement décliné, d'autant que certains d'entre eux, malgré tout effrayés par les pertes occasionnées par ces petites guerres, ont opté pour des activités plus sûres (même si elles demeurent délictueuses), dans la mesure où ils ne sont plus en première ligne, comme c'était très souvent le cas dans la période héroïque : commerce de l'aide, recyclage des produits volés, recel, occupation de fermes qui appartenaient aux caciques du régime Siyaad Barre près de Genale, etc.

Avec la reprise des combats et la poursuite des migrations vers la capitale, d'autres regroupements de nature un peu différente sont apparus. Ils expriment d'une certaine façon le fantastique processus de transformation sociale que connaît aujourd'hui le sud de la Somalie. Une question essentielle, posée par ce qu'on peut également considérer comme un véritable traumatisme, est celle des formes de sa perpétuation, dans la mesure où la prédation est devenue le mode de recomposition dominant de ce groupe

19. Interviews de différentes femmes, septembre 1992. D'après les mêmes sources, ces jeunes filles auraient également combattu aux côtés des *mooryaan* dans la zone du lycée Leonardo da Vinci, près de la résidence actuelle d'Ali Ougass.

20. Un proverbe dit « *Haddii aad safar alle tahay, Suufi Ali kunna arkeer* », c'est-à-dire « Si tu es un vrai voyageur, tu ne dois pas tomber sur les Ali Suufi ». Interview, Mogadiscio, février 1993.

21. Interview, Mogadiscio, février 1993.

social : sans doute, la manière dont l'aide internationale va se déverser dans le pays constituera-t-elle un facteur essentiel de cette restructuration dont on ne perçoit guère aujourd'hui les capacités de restaurer un lien social pacifique ou « démilitarisé ». L'aspect clanique est autrement plus important qu'il ne l'avait été dans la première période. Cette évolution est le résultat de plusieurs transformations. Il y a d'abord l'évolution de l'origine sociologique des jeunes, plus marqués par leur environnement clanique immédiat que par le monde urbain où l'identité sociale se construit à partir d'autres logiques. Il y a ensuite une mutation de l'enjeu urbain, puisque l'ennemi n'est plus le dictateur honni et ses sbires, mais, potentiellement, d'autres clans Hawiye ou Samaale. Enfin, la principale stratégie de survie consiste en l'instauration d'un équilibre de la terreur, où toute attaque est soumise à des représailles immédiates et au moins aussi violentes.

Trois autres groupes peuvent être distingués dans la période actuelle ; s'ils existaient auparavant, c'était plutôt, comme on l'a déjà suggéré, sur un mode mineur. Le premier, qu'on pourrait qualifier de « nouvelle génération », diffère du premier groupe à plusieurs niveaux : ceux des conditions de sa formation, de sa résidence, de son mode de fonctionnement interne, de ses rapports avec l'espace et des autres regroupements à l'intérieur de la société. On a affaire principalement à des jeunes qui vivent dans un même quartier, qui ont pris l'habitude de se réunir, de discuter, en « broutant » le qât, et qui décident de se lancer dans quelque aventure. Lorsqu'ils ont réalisé leur projet (attaque d'une maison, d'un garage, d'un convoi de ravitaillement) ils se séparent de sorte que l'identité du groupe est très fluctuante : il ne s'agit pas d'une bande clairement délimitée, mais d'une association temporaire, cristallisée autour d'un projet commun de courte durée. Très rarement donc, les membres de tels gangs vivent ensemble et il existe une différenciation d'autant plus forte dans l'habitat que certains demeurent dans des maisons occupées éventuellement par des personnes non membres du groupe et que d'autres vivent relativement bien insérés chez des proches, voire même dans leur propre famille. Leur milieu n'ignore pas le caractère délictueux de leurs activités mais se tait ou l'accepte pour des raisons plus ou moins avouables : bénéficiant marginalement de ces larcins (qui peuvent provoquer la mort de plusieurs personnes), chacun pense que s'opposer à ceux-ci mettrait le fragile équilibre convivial en danger. Dans ce dernier cas, il est intéressant de souligner le fait que les proches des *mooryaan* mettent surtout l'accent sur l'intensité de leurs comportements psychologiques, décrits comme déviants : ils seraient drogués comme des fous, le traumatisme de la guerre les rendrait incontrôlables, même par leurs plus proches parents²². Pourtant certains témoignages recueillis chez des personnes de la même

22. Ainsi cette tragique anecdote : une bande de *mooryaan* s'était installée dans une maison durant la bataille de Mogadiscio ; outre les larcins, ils protégeaient éga-

génération nuancent fortement cette description pathologique : si tout est question de valeurs, on peut dire en effet que cette nouvelle génération est plus traditionnelle dans son rapport à la drogue : elle mâche, certes, avec frénésie le qât, mais ne recherche pas, pour l'heure tout au moins, des drogues plus dures, et ne fait qu'un usage limité de mélanges plus détonants avec des tranquillisants. Une autre différence sensible avec le premier groupe est que ces jeunes n'ont plus recours forcément à une sexualité stabilisée, si l'on en croit l'augmentation spectaculaire du nombre de viols à Mogadiscio. Mais, une nouvelle fois, il ne faut pas exclure la capacité de grossissement que porte la rumeur publique, principal mode d'information aujourd'hui dans la capitale, car le dérèglement sexuel est aussi, dans une société relativement pudibonde²³, une manière symbolique de décrire l'anomie sociale. De plus, en isolant ainsi ces *mooryaan* du reste de la population, on crée un groupe social, qui peut devenir potentiellement un bouc émissaire pour dénoncer la crise actuelle et l'incapacité d'en sortir, alors même qu'ils n'en représentent qu'une facette.

Un autre ensemble a une réalité encore plus fluide. Il peut arriver que des jeunes vivent regroupés autour (et sur !) un *technical car* (c'est-à-dire une auto-mitrailleuse ou une Toyota sur laquelle a été monté un canon de 105 sans recul). Ceux-ci sont plutôt des combattants et vivent des ressources allouées par leur sous-clan ou plus rarement par la faction de l'USC dont ils se réclament. Mais il arrive également qu'un matin, pour une raison tout à fait mineure ou contingente, ils basculent dans le banditisme urbain et se mettent à piller plusieurs endroits de façon presque systématique. Les produits ramassés sont immédiatement revendus à des marchands souvent du même sous-clan. Mais ils ne sont pas des « professionnels », et le rapport avec leur butin est de nature relativement différente.

Il existe un dernier groupe encore plus évanescent qui se réfère à la

lement certains membres de leur sous-clan qui vivaient à proximité ; à la fin de la guerre, ils reçurent de l'argent pour quitter les lieux et rendre la maison à sa propriétaire. Las, l'accord s'est conclu sans la participation de l'un d'entre eux qui s'en était déjà allé vers Kismayo à la recherche de nouveaux butins. Fortune faite, il est revenu dans la maison vide et s'y est réinstallé avec force. Sa proche famille, se révélant incapable de lui faire entendre raison, proposa comme solution soit d'attendre le retour de la propriétaire alors absente, soit de faire abattre l'adolescent désobéissant, laissant à des notables du sous-clan la responsabilité du choix...

23. Sans doute l'a-t-elle été moins qu'aujourd'hui. Mais on ne saurait faire l'économie d'une véritable analyse de tout ce discours moralisateur, souvent très connoté sexuellement, qui s'est développé depuis un an et demi. Il faudrait également mettre cette accentuation de la rhétorique de la corruption sexuelle en relation avec l'attitude sociale face au souvenir laissé par la modernisation du statut juridique et des pratiques des femmes dans la période de libéralisation de Siyaad Barre au milieu des années 80 (ainsi, lors d'interviews avec des femmes très politisées, peut-on entendre des critiques sur les mini-jupes et les soirées « torides » de Mogadiscio).

tradition émeutière de Somalie et d'ailleurs : il manifeste pour montrer l'intensité d'une revendication ou d'un mécontentement et finit toujours par trouver quelques échoppes bien remplies, ou quelques bureaux où le nombre de chaises est notoirement trop élevé. Il suffit d'un simple accrochage verbal pour se lancer alors dans une véritable péréquation sociale... On notera, dans les quelques cas précis qui ont été mentionnés lors d'entretiens, que dans ces actes de pillage les biens contestés étaient considérés comme fort mal acquis et que la confusion entre intérêts privés et intérêts publics ne pouvait pas toujours jouer en faveur des mêmes : éternelle démocratie redistributive somalienne !

Les interviews menées sur plusieurs périodes éclairent également d'autres dimensions de cette réalité qui permettent de souligner à la fois l'évolution des mentalités sur cette question et la transformation de son cadre sociologique. On peut les discuter à trois niveaux différents : le rapport urbain/nomade, le contrôle par les anciens, la question du butin. Il est tout à fait frappant de constater qu'après la relative normalisation induite par l'implication des Nations unies et l'accroissement de la présence des ONG à Mogadiscio à partir de mars 1992, les personnes interrogées aient mis l'accent beaucoup plus sur l'origine nomade des jeunes bandits qu'elles ne le faisaient quelques mois auparavant. Plusieurs explications peuvent être données. D'une part, l'amélioration de la situation tant au niveau politique que sécuritaire (toute relative qu'elle soit) éloigne la possibilité d'une confrontation armée où les *mooryaan* ont une fonction protectrice tout autant que prédatrice : avec la paix, on oublie la sécurité qu'ils assurent à certains moments. D'autre part, il est sûr que la culture urbaine était plus marquée dans la toute première génération que dans celles qui l'ont suivie²⁴. On en veut pour indicateur la pauvreté, certes relative, dans laquelle continuent de vivre de nombreux *mooryaan* qui ne sont souvent riches que durant quelques heures tant ils redistribuent facilement autour d'eux dans de grands élans évergètes, encore qu'il existe également une culture urbaine de l'ostentation. Cet aspect déstabilisateur lié au pastoralisme est sans doute l'une des questions les plus intéressantes d'un point de vue sociologique et politique aujourd'hui²⁵ : il serait tout à fait illusoire de croire qu'elle correspond à un degré zéro de la réalité, à une description quasi scientifique de celle-ci alors que cette opposition est instrumentalisée par chaque composante de

24. Ainsi cette autre anecdote. Un jour, les *mooryaan* pénètrent dans une maison et exigent l'argent de la propriétaire qui appartient à leur clan. Celle-ci leur explique qu'elle a dépensé tout son argent dans la construction de la maison, l'achat de tapis, de meubles, etc. Les jeunes, stupéfaits, lui répondirent : « Mais pourquoi tu as fait ça ? Nous on n'a jamais eu besoin de tout cela... ».

25. Le 10 décembre 1992, soit le lendemain de l'intervention militaire internationale, une caricature dans un quotidien de Mogadiscio, *Beldeeq*, montrait un dromadaire venant chercher son maître dans la capitale en lui disant : « Viens, il est temps de rentrer... ».

la société somalienne en vue de justifier ou de contester certains fonctionnements actuels. La différenciation urbain/rural se pose également dans un cadre complètement différent. Près de Genale, plusieurs fermes ont été occupées par des *mooryaan*. Après quelques mois, les comportements se sont considérablement modifiés suivant l'origine des bandes impliquées dans la culture des agrumes. Toutes ont, dans un premier temps, inondé les champs en pensant que cela suffisait pour avoir une bonne récolte. Les *mooryaan*, sans aucune expérience urbaine, n'ont pas pris la mesure du désastre qu'ils ont provoqué et devront sans doute abandonner à terme cette activité. Après un premier échec retentissant, ceux qui avaient une culture urbaine se sont efforcés d'améliorer leurs relations avec les cultivateurs voisins afin de profiter de leurs compétences et de restaurer la productivité des terres qu'ils avaient confisquées²⁶. S'il est impossible de généraliser à partir d'un tel exemple, il paraît clair que les pesanteurs sociales ne se sont pas évanouies dans l'effervescence de la crise somalienne.

Le rapport avec les anciens est une question tout à fait délicate qui ne peut être décrite de façon générale, malgré certaines analyses relativement optimistes. En effet, pour certains, les *mooryaan* reconnaîtraient des notables, et en quelque sorte leur accorderaient le statut d'interlocuteurs privilégiés avec lesquels tous les problèmes internes au clan pourraient être mis à plat. D'autres affirment que, jusqu'en septembre 1991, les anciens réussissaient à contenir dans des limites presque acceptables les initiatives des *mooryaan*. Quelques-uns maintiennent que tout a basculé dès février 1991, lorsque la population s'est rendu compte que ses hommes politiques n'avaient d'autre projet que de prendre la place laissée vide par le dictateur, sans réelle considération pour l'état de la société et la restauration de la loi et de l'ordre.

En fait, la situation est beaucoup plus contrastée, y compris à l'intérieur de sous-clans Haber Gidir dont sont originaires une majorité de pillleurs aujourd'hui. Elle dépend du degré d'unité (c'est-à-dire d'amitiés personnelles ou de convictions politiques) des responsables de lignages « stratégiques » qui sauront affronter ensemble les problèmes qui traditionnellement les divisent : le prix du sang à payer pour un meurtre, la restitution du butin qui provient hélas d'un lignage bien proche, etc. De façon plus générique, il est possible qu'un notable puisse débattre avec les jeunes bandits de questions politiques (relatives par exemple à l'envoi d'un contingent à la bataille contre les forces du dictateur déchu ou dans la région d'origine pour y consolider la sécurité du sous-clan face à des tentatives de déstabilisation menées par des nouveaux venus), mais les problèmes liés à l'activité première des *mooryaan* ne peuvent être abordés de front car le notable risquerait alors de perdre la reconnaissance

26. Interviews, Mogadiscio, 15 décembre 1993 et Genale, 22 février 1993.

sociale dont il a été investi par l'ensemble de sa collectivité. Si les marchands, qui sont souvent en même temps des anciens (n'en déplaise à l'idéalisation dont ils continuent bizarrement à bénéficier), savent manier souvent l'ambiguïté avec un réel talent, les religieux, par exemple, se doivent de demeurer inflexibles, au risque de provoquer des protestations car ce qui est socialement acceptable d'un marchand ne l'est pas pour un homme de religion.

Une dimension importante, qu'il convient d'évoquer même brièvement, est la profonde et radicale modernisation du droit coutumier entreprise par certains clans, pour faire face à cette situation urbaine où il faut admettre l'ambiguïté des statuts tout en veillant à limiter les effets du banditisme sur les alliances internes. Ainsi les Haber Gidir ont mis en place une série de comités représentant les différents groupes sociaux (femmes, intellectuels, responsables de l'USC, anciens) et fournissant un appareil politique pour discuter certains problèmes affectant la situation du clan. C'est dans ce cadre qu'un premier accord a pu se faire sur la *diyya* (prix du sang) après mars 1992 : celle-ci a été fixée, quels que soient les groupes de la victime et de l'assassin à 500 000 shillings somaliens. Cette décision a permis d'éviter plusieurs fois l'éclatement de la coalition des sous-clans Haber Gidir et a même été étendue à d'autres clans de Mogadiscio. Les débats qui ont amené à un tel accord illustrent une fois de plus l'extrême hétérogénéité des différents clans dans leur conception de la loi et de la recomposition d'un ordre social.

Le dernier aspect n'est pas le moins significatif car il est relatif à l'attitude face au butin. On a dit en introduction combien le pillage renvoyait à un sédiment culturel significatif en terme de droit de la guerre (ou du *feud*, car les Somali ne font pas réellement de différence qualitative entre ces deux termes) (Lewis 1961 : 242), ainsi que de pratiques effectives durant le conflit dans le nord. Mais il faudrait également souligner l'enracinement social de certaines pratiques délictueuses : les *mooryaan*, dès 1989, volaient systématiquement les voitures 4x4 des étrangers dans un but (noble) de propagande contre un régime honni, mais également pour doter en matériel une guérilla dont les moyens ont toujours été particulièrement réduits dès lors qu'on quittait le domaine le plus lié à la guerre (ou celui des détournements des leaders). Il est d'ailleurs significatif que ces vols, initialement très sélectifs, se soient étendus en 1990 aux couches plus riches de la population somalienne de Mogadiscio avec une rhétorique populiste ou claniste²⁷ avant de prendre la dimension que l'on a vue lors du soulèvement de la capitale et dans la période qu'il inaugurerait. Si l'on

27. C'est-à-dire « les riches doivent payer plus que les pauvres et leur argent vient aussi de Siyaad Barre » (argument dont il ne faut pas surévaluer la dimension morale) ; ou « votre sous-clan vous remboursera, il y a urgence pour la bataille de disposer de vos biens » (argument dont il ne faut pas surévaluer l'efficacité financière !).

s'interroge maintenant sur le rapport au butin, ou plus exactement sur la réversibilité du vol, c'est-à-dire la capacité de recouvrer son bien, on doit affronter à nouveau une réalité plus complexe du phénomène des *mooryaan*. Avec la toute première génération, les choses étaient relativement simples : on savait où ils habitaient, et le seul problème était d'identifier le leader avec lequel négocier car celui-ci était apte à prendre toute décision. Il est arrivé souvent, notamment pour des voitures, que les relations au niveau du *reer* (le lignage ou ensemble de lignages) permettent de récupérer le bien subtilisé, voire même d'empêcher le vol²⁸. De la même façon, si l'on considère les soldats d'une *technical car*, le contrôle social peut s'exercer avec une relative fermeté, l'enjeu se situant plutôt à deux autres niveaux : l'éventuelle restitution par rapport au paiement du prix du sang si l'équipée a fait des victimes et la capacité concrète de récupérer les biens subtilisés (par exemple, s'il s'agit du carburant, il peut avoir été immédiatement racheté par un groupe de femmes qui s'efforcent de le revendre en petites quantités sur la voie publique) par rapport au bénéfice que peut en avoir retiré une collectivité numériquement conséquente. C'est surtout avec la « seconde génération » que les problèmes se posent plus crûment et souvent violemment car sa structuration repose sur des rapports plus fonctionnels, mais aussi plus limités, que les autres groupes : leurs chefs ne le sont que dans une conjoncture donnée et pour des motivations souvent très rationnelles (capacité de fournir les armes, connaissance du cadre du hold-up envisagé, compétence mafieuse attestée).

Les *mooryaan* : esquisse de comparaison

Cette rapide mise en perspective de données, qui demandent à être dûment complétées, autorise cependant quelques tentatives de comparaison avec certains concepts définis soit en référence directe avec la société somalienne, soit en relation avec le type de violence sociale qu'expriment les *mooryaan*. Une première approche consisterait à mettre en rapport ce phénomène avec une opposition traditionnelle dans la société pastorale somalienne entre hommes de religion (*wadaad*) et combattants ou porteurs de lance (*warenleh*)²⁹, division dont I. Lewis (1961 : 213) maintient la validité quand bien même la stratification sociale de cette société s'est

28. Mais, évidemment, les cas particuliers plus ou moins savoureux ne manquent pas. En septembre 1991, des *mooryaan* Abgaal voulaient piller un garage à Shibis ; les habitants Abgaal leur dirent d'aller plus loin car le propriétaire du garage, et pour l'essentiel ceux des voitures, appartenaient à ce même clan. Las ! Nos jeunes guerriers en ont fait des Haber Gidir pour y gagner une justification clanique. Si le clan n'existait pas, il faudrait l'inventer !

29. Ce terme est d'ailleurs opposé à celui de *dable* qui désigne le carabinier, soulignant à la fois une différence institutionnelle (l'armée plus que la bande) et l'armement (le fusil plus que l'arme blanche). Voir article *Warenleh*, in ZORC (1991).

complexifiée. En effet, il peut être possible de voir dans les *mooryaan* une adaptation ou une modernisation des *wareleh*. Cette affirmation est incontestable au niveau sociologique en considérant les classes d'âge impliquées autant que l'origine rurale, tout en tenant compte des remarques déjà énoncées qui nuancent la description du recrutement et des origines sociales : les jeunes impliqués dans ces pratiques seraient sans aucun doute des *wareleh*. Dans le même temps, on ne peut éviter une discussion sémantique sur les significations multiples de cette « modernisation ».

Cependant, plusieurs aspects de ce phénomène devraient inciter à une grande prudence dans l'exercice comparatif. Nous en mentionnerons deux : sa spécificité urbaine et la capacité des jeunes à définir de nouveaux codes culturels qui les éloignent considérablement, par leurs aspirations et leur mode de vie, de la société « traditionnelle ». En effet, les *mooryaan* disposent d'une bien plus grande autonomie par rapport aux réseaux de contrôle social habituels parce qu'ils vivent dans un univers urbain où les ressources directement accessibles sont potentiellement plus importantes et leur autorisent donc une grande indépendance par rapport aux anciens. Leur compréhension des enjeux de la violence est sans doute différente de celle des *wareleh* et s'articule sur deux dimensions spécifiques. La première concerne l'espace urbain, perçu comme espace limité et éminemment concurrentiel, mais auquel personne ne peut réellement prétendre comme territoire clanique. Sans doute cette affirmation devrait être nuancée car elle a été remise en cause à certains moments durant la guerre de Mogadiscio ou dans la lutte pour le contrôle de Kismayo qui a commencé en mai 1992 et a été scandée, depuis lors, par plusieurs massacres, notamment en décembre 1992, quelques jours avant l'arrivée des troupes américaines et belges dans la bourgade du sud de la Somalie. Mais il faut également prendre en compte leur perception du contexte politique, qui n'est pas totalement réductible à une vision purement clanique, par ailleurs omniprésente. Certains chefs, notamment le général Aydiid (mais il n'est pas le seul), possèdent un charisme ou un ascendant tel, qu'il peut à certains moments de crise aiguë influencer l'attitude des combattants, en outrepassant l'accord préalable des anciens pour un engagement dans des combats qui ne se déroulent pas dans le territoire des clans auxquels ils appartiennent. Il ne faut pas y voir l'effet d'une compréhension sophistiquée du politique, mais plutôt la dynamique de la guerre impliquant l'usage de technologies un peu plus complexes et l'accessibilité à des ressources importantes, éléments qui permettent de détacher un peu plus les combattants de leurs réseaux sociaux habituels. On peut donner deux exemples convaincants : la mobilisation des combattants Hawadle après mars 1992, aux côtés de Aydiid, à un moment où leurs anciens, pris dans des tractations sans fin avec Ali Mahdi, avaient manifesté leur indépendance de vue ; l'engagement des milices Murosade (ou Karanle) dans la guerre de Mogadiscio à la fin décembre 1991.

Il pourrait être également intéressant de comparer les *mooryaan* avec un phénomène qui a affecté l'Éthiopie voisine pendant des siècles, les *shifta*³⁰. Ce terme amharique est aujourd'hui largement utilisé dans toute l'Afrique orientale pour désigner des bandits qui attaquent et pillent touristes ou convois de marchandises sans aucune rémission. Si ce terme a pris une connotation de plus en plus criminelle durant le règne d'Hailé Sélassié, grâce au processus de centralisation de l'État que ce dernier a mis en œuvre, il avait au XIX^e siècle une double signification qui soulignait clairement l'ambiguïté fondamentale de toute remise en cause de la loi et de l'ordre : le bandit et le rebelle contre l'État. Les deux empereurs, Theodoros II et Yoannes IV, qui restaurèrent l'Éthiopie au sortir de l'Ère des Princes, au milieu du XIX^e siècle, peuvent d'ailleurs être considérés comme des *shifta*. D'un certain point de vue la comparaison est tout à fait séduisante car, comme dans le cas éthiopien décrit par D. Crummey et T. Fernyhough, on retrouve dans la société somalienne une stratégie élaborée par certaines contre-élites, plus ou moins marginalisées politiquement, qui savent se construire par la coercition une base sociale et aspirent à prendre les responsabilités à la tête de l'État. Cependant, les différences ne sont pas moins grandes. D'une part, la stratification de la noblesse éthiopienne offrait des possibilités d'alliances et de dissidences que ne peut octroyer l'appareil d'État à la période moderne : la confrontation est autrement plus violente et les attitudes sont autrement polarisées par un pouvoir qui ne se négocie plus au niveau local ou régional mais dans la capitale du pays. Ce passage immédiat à un enjeu national, quand bien même celui-ci se limite objectivement au contrôle de la première ville du pays, est une différence importante. D'autre part, l'organisation des combattants est tout à fait différente, bien que, dans les deux cas, les rapports entre guerriers et civils ne soient guère conformes à l'image d'Épinal des « combattants pour la liberté ». Les *mooryaan* sont plus indépendants de leur dirigeant que ne l'étaient les *shifta* dont l'existence en tant que groupe était liée à la personne de leur chef. Surtout, il existe des médiations sociales qui prescrivent, de façon relative, des règles dans l'usage de la violence : on ne peut pas piller son clan sans risquer la sanction, on peut piller un clan voisin si l'équilibre de forces est garanti à un niveau supra-individuel où l'élément militaire n'est pas toujours prédominant. Tout manquement à ces règles peut se révéler extrêmement dangereux, voire coûter la vie aux fautifs.

Il peut être également intéressant de souligner rapidement certains parallèles avec la description que tentait, il y a quelques décennies déjà, Howard Becker (1985) dans un ouvrage demeuré à juste titre célèbre. D'abord, on peut s'interroger sur la validité du modèle séquentiel et la

30. On se reportera aux articles de D. CRUMMEY et T. FERNYHOUGH, in CRUMMEY (1986).

notion de carrière dans la constitution des *mooryaan*. D'une certaine manière, c'est la guerre elle-même, comme phénomène durable, qui offre le meilleur détour pour passer de l'expérience occasionnelle à une forme plus constante de déviance. L'effondrement de l'appareil d'État en décembre 1990 n'est que le moment visible d'un processus entamé depuis plusieurs années. De plus, l'incapacité de reconstruire rapidement une légitimité à un ordre social minimum va modifier, en l'espace de quelques mois, le type de délinquance et les procédures de réversibilité.

En même temps, on peut souligner que cette carrière se constitue également par l'acquisition d'une sous-culture organisée autour du pillage (Becker 1985 : 53-54). Néanmoins, évoquer une « sous-culture » reste problématique à bien des égards dans la mesure où cette dernière n'est guère homogène, sauf à vouloir la caractériser par des éléments génériques relativement simples et peu discriminatoires, comme la valorisation de la modernité médiatique occidentale. Dans le même temps, au moins dans la période actuelle, il n'est pas sûr que l'identité déviante, pour reprendre le terme de H. Becker, commande toutes les autres formes d'identification : c'est finalement l'un des aspects les plus originaux du cas somalien même si les propensions à un contrôle social fluctuent rapidement. Une dimension comparative intéressante peut être suggérée rapidement en s'interrogeant sur la variété des processus de constitution de cette sous-culture, à l'image de l'analyse des fumeurs de marijuana ou des musiciens de jazz tentée par le sociologue américain : l'usage permanent du qât, la culture du pillage, certaines expressions et attitudes nouvelles chez les *mooryaan* Abgaal semblent indiquer un processus de mimétisme par rapport à leurs homologues Haber Gidir. Si cet argument était fondé, cela prouverait que, quelle que soit la généralisation du phénomène, il aurait gardé une empreinte Haber Gidir manifeste. Il serait également judicieux de souligner l'accaparement des anciens lieux de l'élite dirigeante par les *mooryaan* : ceux-ci se retrouvent avec leurs petites amies au bar Gezira, puisqu'il ne reste plus grand-chose de l'hôtel Uruba ou des clubs du Lido, et goûtent au plaisir de la bonne chair. S'agit-il d'une ironie rétrospective ou d'un phénomène plus complexe de resocialisation ?

On pourrait enfin s'interroger avec quelque pessimisme sur l'existence aujourd'hui de ceux que H. Becker appelle les « entrepreneurs de morale », c'est-à-dire ceux qui devraient jouer un rôle essentiel dans la création de nouvelles normes sociales qualifiant la déviance. Si cette figure de l'entrepreneur de morale peut susciter un questionnement nouveau, on pourrait également s'interroger sur une dimension symétrique étudiée par exemple dans le cadre libanais ou irlandais (Picard 1992) : quel rôle les *mooryaan* jouent-ils (ou ont-ils joué) dans la reformulation des identités et des sous-cultures claniques au-delà du champ de leur fonction immédiate ?

*

Le 9 décembre 1992, à la suite de la résolution 794, adoptée le 3 décembre par le Conseil de sécurité des Nations unies, les États-Unis prenaient la tête d'une gigantesque opération militaire qui, en l'espace de quelques semaines, amenait plus de 30 000 soldats (l'United Task Force, ou UNITAF) dans le sud de la Somalie, notamment à Mogadiscio, Kismayo, et les zones mouroirs de la province de Bay (Marchal 1993). Tout en refusant de l'admettre publiquement pour garder une marge de manœuvre maximale, les troupes alliées allaient conduire, non sans maladresse, un désarmement partiel qui limitait fortement la liberté d'action des *mooryaan*, en interdisant les armes lourdes et en contrôlant plus ou moins efficacement le port d'armes dans les zones qu'elles occupaient. Cette intervention, conçue sans analyse de la crise somalienne ni réelle stratégie politique (Schraeder 1993), eut cependant un impact énorme sur les centres urbains. Du jour au lendemain, la population cessa de se sentir l'otage des hommes en armes et, malgré bien des problèmes, une normalisation fragile prit forme, autorisant avec le printemps les premières réhabilitations de bâtiments et la relance des activités commerciales ou des services.

Les *mooryaan* semblent donc avoir vécu leur âge d'or, car ils ne disposent plus, après décembre 1992, que de possibilités limitées. L'automne avait été marqué par l'organisation du pillage de l'aide alimentaire d'urgence, sous l'égide de quelques grands marchands et des principaux dirigeants politiques, après des vols plus réduits et désordonnés au printemps et durant l'été³¹. Néanmoins, après la mise en place du dispositif militaire allié, l'insécurité ne cessait pas pour autant ; tout au plus prenait-elle des formes nouvelles qu'on pourrait — faute d'un recul suffisant peut-être — qualifier d'évolution vers une délinquance plus classique et plus individualisée. Celle-ci a trouvé des expressions différentes dans les campagnes et dans les villes, sans rien perdre de sa violence, bien au contraire.

En dehors des agglomérations, les agressions se sont multipliées depuis décembre 1992 et elles ont pris des formes nettement plus radicales, dont le principe est élémentaire : « on tire d'abord et on négocie ensuite », à l'opposé de ce qui se faisait antérieurement. Cette nouvelle attitude a provoqué, entre décembre et mai 1993, la mort de trois expatriés travaillant dans des organisations humanitaires, c'est-à-dire plus que

31. Ces détournements, pour n'être pas négligeables (environ 20 à 30 % généralement), n'ont jamais atteint les 80 %, sauf cas très exceptionnels. Mais l'argument était trop facile pour ne pas être utilisé par le secrétaire général des Nations unies, afin de justifier le blocage de la situation à Mogadiscio et l'urgence d'une intervention militaire conforme à la stratégie esquissée dans son *Agenda pour la paix*.

durant les deux premières années du conflit. Cette situation peut s'expliquer de différentes manières qui demeurent, au point où se trouve la recherche, toutes plus ou moins hypothétiques. D'abord, il y a la peur de l'escorte ou de la patrouille étrangère qui rendrait caduque toute procédure de négociation. Ensuite, il y a une raréfaction des ressources : le butin se fait rare et les bandits hésitent bien moins qu'auparavant sur les méthodes utilisées pour l'accaparer. Enfin, il y a l'idée que le temps est compté et qu'il faudra sans doute se mettre rapidement à l'abri, dissimuler ses armes ou fuir en Éthiopie pour une longue période avant de reprendre de telles activités : les voitures comme les dollars des expatriés (et des Somaliens) sont donc soudain parés de tous les attraits. Une conclusion paradoxale de cette situation est qu'il est devenu beaucoup plus difficile et dangereux aux organisations humanitaires d'accéder aux populations nécessiteuses, alors que le but de la résolution 794 était de contribuer à cela ; certaines organisations, comme Médecins sans Frontières (France), en ont tiré les conclusions et se sont retirées de la Somalie, alors qu'elles y étaient présentes bien avant les agences des Nations unies. Un tel paradoxe dans les effets de l'intervention alliée n'est pas seulement imputable à la légèreté de la communauté internationale qui aura réagi fondamentalement à la situation somalienne en survalorisant la famine par rapport à la crise sociale et politique : cette insécurité était inévitable jusqu'à un certain point, qu'on pense par exemple à celle qui régna pendant quelques mois dans les campagnes du Zimbabwe après les accords de Lancaster House en 1980, qui mettaient un terme à la guerre de libération nationale.

Les transformations de la violence ne sont pas moins sensibles à l'intérieur des villes. Les premiers jours de l'intervention internationale ont offert un spectacle mi-comique mi-étrange : les armes lourdes avaient été rapidement démontées pour éviter la confiscation, et les anciennes *technical cars*, où étaient assis des *mooryaan* désarmés et inoccupés, circulaient dans la ville. La population les prit même à partie, ici ou là, mais la prudence prévalut rapidement car personne, à commencer par les soldats américains, n'avait une idée très claire de la durée du séjour des troupes étrangères en Somalie : celles-ci partiraient à un moment donné, et il faudrait à nouveau composer avec les hommes en armes. Beaucoup de *mooryaan* se cachèrent les premiers jours au point que des équipes de télévision se retournaient vers les organisations non gouvernementales pour leur fournir les images chocs d'adolescents armés de kalashnikov, images qu'elles étaient venues chercher en Somalie. Plus que cet aspect du comportement des médias en situation de guerre, il faut mentionner les mutations de la violence urbaine. Celle-ci s'est en effet rapidement transformée pour intégrer la nouvelle donne militaire. D'abord, on assiste à une évolution de l'armement : le long poignard et le revolver sont devenus les armes les plus usitées car les plus discrètes ; en avril 1993, le prix d'un revolver pouvait d'ailleurs être supérieur à celui d'un pistolet mitrail-

leur sur les marchés de Mogadiscio... Surtout, on assiste à une individuation très nette des délits : on a de plus en plus affaire à une délinquance armée traditionnelle. Les appartenances lignagères protègent bien moins que dans le passé, la violence est notoirement plus élevée et plus disproportionnée qu'auparavant dans les rixes. Mogadiscio, mais aussi d'autres cités comme Merca et Kismayo, redeviennent en quelque sorte des métropoles violentes du Tiers Monde comme Lagos, Mexico ou Brasilia.

Il est aujourd'hui délicat d'augurer du devenir des *mooryaan*. La fragilité de la normalisation politique et sociale, l'engorgement des grands centres urbains par des populations déplacées, fuyant l'insécurité des campagnes ou cherchant leur part d'une aide internationale distribuée sans autre finalité que de nourrir des estomacs vides, l'incapacité des Nations unies à procéder à un véritable programme de démobilisation et de démilitarisation du pays ne peuvent que susciter de légitimes inquiétudes sur la qualité de la sécurité et le respect du maintien de la loi et de l'ordre dans les prochains mois dans le sud de la Somalie.

*Centre d'études africaines, CNRS-EHESS,
avril 1993.*

BIBLIOGRAPHIE

BECKER, H.

1985 *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions A.-M. Métaillié.

BERKELEY, B.

1992 « Between Repression and Slaughter », *The Atlantic*, décembre.

BODY-GENDROT, S.

1993 *Ville et violence*, Paris, Presses Universitaires de France : 146-165.

COMPAGNON, D.

1990 « The Somali Opposition Fronts », *Horn of Africa*, vol. XIII, n° 1 et 2 : 29-53.

COSER, L.

1982 *Les fonctions du conflit social*, Paris, Presses Universitaires de France.

CRUMMEY, D., ed.

1986 *Banditry, Rebellion and Social Protest*, Londres, James Currey.

KEMP, P.

1983 « La cité-État, Beyrouth entre deux formes de résistance », *Esprit*, mai-juin : 53-68.

LEWIS, I. M.

1961 *A Pastoral Democracy*, Londres, Oxford University Press.

MARCHAL, R.

1992 « La guerre à Mogadiscio », *Politique africaine*, n° 46, juin : 120-126.

1993 « Somalie : d'une intervention à l'autre », *Politique internationale*, n° 61 (à paraître).

MARKAKIS, J.

1987 *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

PICARD, E.

1992 « Milices libanaises et paramilitaires irlandais : de la mobilisation du groupe à l'invention de son identité », Colloque *Les identités et le politique*, CERI, 26-27 mars.

SCHRAEDER, P.

1993 « La politique américaine dans la Corne de l'Afrique », *Politique africaine*, n° 50, juin : 59-73.

ZORC, R. D.

1991 *Somali-English Dictionary*, Kensington (MD), Dunwoody Press.